

Zeitschrift: L'Émilie : magazine socio-culturelles
Herausgeber: Association Femmes en Suisse et le Mouvement féministe
Band: [96] (2008)
Heft: 1523

Rubrik: Le Mexique : un pays de contrastes : violences envers les femmes, vitalité des féminismes
Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Mexique un pays de contrastes

Violences envers les femmes, vitalité des féminismes

Le Mexique est un pays où les violations des droits humains, la corruption et la complicité de l'Etat avec le crime organisé, l'impunité des auteurs de violences envers les femmes et le racisme envers les populations indigènes rendent souvent très difficiles la (sur-)vie des femmes. Les féminicides de Ciudad Juarez, la criminalisation des mouvements sociaux, les conditions de détention des prisonnières rendent compte des dures réalités auxquelles les femmes sont confrontées. Cependant, cette ancienne colonie est un pays de contrastes à plus d'un titre. C'est aussi le lieu d'une mobilisation nationale contre la violence envers les femmes ainsi que de forts mouvements sociaux des populations indigènes comme en témoigne le mouvement zapatiste au Chiapas. Les femmes indigènes se sont organisées, et l'articulation des revendications des droits des peuples autochtones aux droits des femmes constitue un renouvellement des questionnements politiques et féministes. Pour entamer cette incursion mexicaine, un entretien avec une experte permet de brosser un portrait des féminismes dominants et dissidents.

Les féminismes mexicains

Sabine Masson est actuellement chargée de recherche à l'IHEID – Institut de hautes études internationales et du développement – au sein du programme NCCR rapports Nord-Sud. Sociologue, elle a vécu cinq ans au Mexique où elle a réalisé sa thèse de doctorat sur les femmes indiennes au Chiapas*. Son éclairage sur l'identité métisse et les féminismes mexicains met notamment en avant l'émergence des revendications des femmes indigènes. Ces dernières appellent les féministes à prendre en compte la diversité des réalités des femmes et à se questionner sur le racisme à l'intérieur des féminismes dominants. *Entretien.*

Propos recueillis par Estelle Pralong

L'émilie: Comme partout, le féminisme mexicain se décline au pluriel. Pourriez-vous nous parler d'abord des féminismes «blancs» ?

Sabine Masson: Au Mexique, pour qualifier les féminismes dominants on parlera plutôt de féminismes «métis». Cette appellation demande une compréhension du contexte historique. L'identité nationale s'est forgée au Mexique sur la base d'une idéologie du métissage, conçue par les élites postcoloniales comme un «mélange des races». Il s'agit d'une sorte de mythe des origines qui, pour la nouvelle classe au pouvoir, était d'abord synonyme de «blanchiment» et «d'amélioration de la race», même si elle se déclinait positivement autour de l'idée d'un mélange égalitaire. L'identité métisse au Mexique est donc une identité dominante. C'est dans cette culture métisse, fortement identifiée à la culture occidentale, que doivent s'assimiler et disparaître les cultures autochtones et afrodescendantes.

Ainsi, les rapports sociaux de race existent bel et bien?

Oui, même si le racisme a été fortement invisibilisé par cette image du métissage. C'est une sorte de racisme sans « races », mais les inégalités raciales existent bel et bien, et aujourd'hui encore, que ce soit dans les institutions, les pratiques ou les représentations sociales. On le voit clairement dans les indicateurs d'accès à la santé, l'éducation et les services de base: dans les régions à population majoritairement indigène et paysanne, la mortalité en couches, les grossesses répétées et l'analphabétisme sont nettement plus marqués que pour les femmes métisses vivant dans les villes. Les inégalités socio-économiques et de genre doivent donc se lire en croisant des dimensions raciales. Cela ne veut pas dire que les appartenances raciales soient homogènes non plus: une immense population féminine métisse est très pauvre aussi, et l'accès à la santé sexuelle et reproductive demeure très limité au Mexique pour toutes les femmes.

Revenons aux féminismes métis, quelles sont leurs principales revendications?

Les origines du féminisme mexicain moderne, entendu donc comme un féminisme métis, remonte aux idées libérales indépendantistes du début du XIXe siècle. Il est porté par des femmes instruites de la classe moyenne, en particulier des institutrices défenseuses de l'égalité dans l'éducation. Deuxième moment-clé, la période prérévolutionnaire à la fin du XIXe siècle et au tournant du XXe, quand des féministes participent à la lutte contre la dictature de Porfirio Díaz en y amenant des revendications égalitaristes, comme la réforme du Code civil. A la fin de la Révolution mexicaine (1), se tient le premier Congrès féministe mexicain – le deuxième événement du genre en Amérique latine, après le Congrès féministe de Buenos Aires en 1910, mais sa composition est influencée par des préjugés de classe et de race. Jusqu'à son application en 1946, le mouvement féministe se concentre ensuite sur la revendication du droit de vote, mais continue de mobiliser assez peu de femmes ouvrières, paysannes et indigènes qui forment leurs propres organisations.

Et la deuxième vague?

Dans la foulée de 1968 a lieu un renouvellement du féminisme, cependant ce sont encore des femmes métisses issues de la classe moyenne qui le composent. Comme ailleurs, le féminisme mexicain des années 1970 politise le « privé ». Ses revendications se tournent vers la sexualité, le droit à la contraception et à l'avortement et les luttes contre les violences masculines. La question du travail domestique y reste assez secondaire, ce qui reflète une discrimination raciale, car les femmes indigènes sont employées pour réaliser ce travail. Les groupes sont assez proches de la mouvance de gauche, même s'ils défendent leur autonomie. Les contenus politiques ont donc un caractère de lutte sociale et

certaines groupes se rapprochent des secteurs populaires, mais aucun discours antiraciste ne transparait. Après 1975, année de la première conférence mondiale des femmes sous l'égide de l'ONU et qui a lieu à Mexico, le mouvement entame un processus d'institutionnalisation. Assez rapidement, des conflits surgissent autour des options politiques du mouvement: doit-il ou non rester indépendant de l'Etat, des partis et des ONG qui occupent de plus en plus l'espace?

Comment se sont traduits ces conflits?

Au-delà du Mexique, ces divisions ont marqué tout le mouvement féministe latino-américain. Certains groupes féministes ont opté pour le maintien d'une position d'autonomie, en construisant leur propre utopie féministe de transformation radicale de la société. Et de manière schématique, les courants féministes dits « institutionnels » ou « de l'égalité » ont opté pour un lobbying sur les institutions. Au cours des années 1990, le mouvement prend à nouveau un tournant avec le renforcement de féminismes « dissidents »: non hégémoniques, non métis et aussi lesbiens – même si le mouvement lesbien apparaît à Mexico dès 1975. Les mouvements des femmes indigènes ne se revendiquent pas comme féministes. Cependant, leur présence politique, leur discours sur le genre et un côtoiement en progression avec le féminisme a appelé ce dernier à se pluraliser et à repenser son identité métisse. Des femmes indigènes et afrodescendantes ont mis en lumière le racisme à l'intérieur du mouvement des femmes et la manière différenciée dont se traduit leur expérience de la domination, à la fois sexiste et raciste.

Quelles sont les principales revendications des femmes indigènes?

Les mouvements des femmes indigènes remettent en question la prétendue unité d'« un » mouvement des femmes ou « du » féminisme. Elles construisent leurs propres revendications, sur la base de leur histoire de luttes: contre la domination coloniale, puis dans leur participation – invisibilisée – à toutes les luttes sociales et paysannes de l'époque postcoloniale. Dans les années 1980, le monde rural indigène a été secoué par une grave crise alimentaire, liée à la crise de la dette et aux premiers effets des contre-réformes agraires. Les femmes indigènes paysannes se sont alors mobilisées pour la survie communautaire, ce qui a renforcé leur capacité d'auto-organisation. Au Chiapas, des alliances se sont aussi créées entre femmes indigènes et métisses, par exemple dans la lutte commune contre la violence envers les femmes. Dans les années 1990, les mouvements des femmes indigènes deviennent visibles et organisés sur un plan national et international.

Les féminismes mexicains (suite)

Comment s'est opérée cette plus grande visibilité des mouvements des femmes indigènes?

En 1992 se déroule en Amérique latine et aux Caraïbes la campagne «Cinq cents ans de résistances indigènes, noires et populaires», contre la célébration officielle de cet anniversaire colonial. Ce moment marque un tournant dans la visibilité politique des mouvements indigènes, qui dénoncent l'imposition de l'assimilation et réalise un travail de mémoire sur le passé colonial et son héritage actuel. Les femmes indigènes y sont actives et organisent leurs propres espaces et revendications. Deux ans plus tard a lieu au Chiapas le soulèvement zapatiste (2). L'activisme des femmes indigènes se déploie fortement, non seulement au sein de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), mais dans toutes les organisations indigènes, et se construit une identité politique spécifique. Au sein des mouvements de femmes indigènes, certains courants sont plus centrés sur des questions liées au genre et d'autres mettent plus l'accent sur la lutte unitaire de leur peuple. La plupart des organisations de femmes indigènes articulent néanmoins la lutte pour l'autodétermination culturelle, territoriale et politique de leur peuple avec des revendications concernant leurs droits en tant que femmes.



Le mouvement des femmes indiennes est donc assez dynamique?

Tout mouvement est dynamique, mais celui-ci en particulier est un fort renouvellement des thèmes politiques, car il repense non seulement la relation des peuples et cultures indigènes avec l'Etat et la nation, mais également des rapports de genre au sein des communautés indigènes. De plus, les mouvements de femmes indigènes sont très diversifiés et font aussi des alliances avec les organisations féministes métisses. Cette rencontre tend désormais à l'exigence d'horizontalité et de remise en cause du paternalisme des femmes métisses envers les femmes indigènes. Les mouvements de femmes indigènes appellent ainsi le féminisme et l'idée d'égalité à se transformer, à travers leur interpellation antiraciste et anticoloniale. Elles font aussi se rejoindre des problématiques liées à la reconnaissance culturelle avec celles de justice sociale et de redistribution des terres. Ce renouvellement de la pensée politique est une impulsion à décoloniser la citoyenneté.

Existent-ils d'autres mouvements féministes importants au Mexique?

On peut souligner le mouvement lesbien féministe, qui naît déjà au milieu des années 1975, mais qui dans les années 2000 réactive son expression indépendante de la scène LGTB très institutionnalisée. Depuis 2003, des manifestations lesbiennes ont lieu à Mexico: une première en Amérique latine et aux Caraïbes. Il faut aussi évoquer l'aspect international du mouvement lesbien qui organise régulièrement des rencontres latino-américaines. La prochaine, qui aura lieu au Guatemala en 2010, sera marquée du sceau de l'autonomie et représente un défi en Amérique centrale, où la violence à l'égard des femmes et des lesbiennes constitue un régime de terreur poussé à l'extrême. Autour des luttes contre les violences justement, on a aussi au Mexique, et en Amérique centrale, des mouvements contre les féminicides ou féminicides – assassinats massifs et systématiques de femmes. Un large réseau de militantes de classes et de secteurs différents, constitué aussi en grande partie de parentes des victimes, se mobilise contre l'impunité à Ciudad Juarez, au Chiapas, au Honduras, au Guatemala, au Salvador. Cet énorme effort de dénonciation – par des expressions politiques, artistiques et dans la recherche – se heurte à la corruption et à la complicité étatique avec le crime organisé.

**Les femmes indiennes au Chiapas (Mexique): un mouvement féministe postcolonial? Etudes de cas d'une coopérative de femmes tojolabales.*

(1) Révolution mexicaine, 1910-1920 : en 1913, Emiliano Zapata lance une rébellion défendant la cause des paysans ayant perdu leurs terres au profit des plantations sucrières. Il s'allie ensuite au grand chef révolutionnaire Pancho Villa.

(2) En 1994, l'Armée zapatiste de libération nationale occupe quatre localités au Chiapas – région du sud du Mexique. Les révolutionnaires indigènes exigent des réformes économiques, sociales et politiques. Lors d'affrontements, des centaines de personnes trouvent la mort et des milliers prennent la suite. Site internet: www.mexique-fr.com.

Références

Sabine Masson. Le genre et la colonialité du travail en Amérique centrale. In Magdalena Rosende et Nathalie Benelli (dir.). Laboratoires du travail. Lausanne: Antipodes, 2008
Histoire, rapports sociaux et mouvements des femmes indiennes au Chiapas (Mexique). Sur l'usage de l'histoire dans les études féministes. Cahiers du Genre, n° 44 / 2008. Paris: L'Harmattan.
Sexe/genre, classe et race: décoloniser le féminisme dans un contexte mondialisé. Réflexions à partir de la lutte des femmes indiennes au Chiapas. Nouvelles Questions Féministes, Vol. 25, No 3/2006.

L'horreur de Ciudad Juarez

Depuis 1993, près de 400 femmes ont été torturées, violées et tuées dans cette ville mexicaine à la frontière du Texas. Un crime encore impuni, qui selon Amnesty International, révèle la passivité et la corruption du gouvernement local et national. *Eclairage.*

Clara Marc

Depuis quinze ans, un ou plusieurs assassins ont tué au moins 370 femmes à Ciudad Juarez et à Chihuahua. Les victimes présentent des caractéristiques communes, elles sont brunes, menues, ouvrières dans des «maquilas» – usines de montages connues pour leurs conditions de travail inhumaines –, employées dans des commerces ou des discothèques. Elles sont séquestrées – parfois pendant plusieurs semaines –, torturées, mutilées et violées.

Les autorités ont arrêté plusieurs coupables présumés sans avoir pu présenter aucune preuve. Selon Amnesty International (AI) cette affaire révèle surtout l'inefficacité des autorités mexicaines, leur misogynie, leur corruption et leur complicité avec les responsables. Les enquêtes d'AI soulignent que les autorités ont commencé par ne pas prendre au sérieux les plaintes pour disparition. Une fois les corps retrouvés, certains hauts responsables ont accusé les filles de porter des jupes et de se livrer à la prostitution. En outre, dans le cadre des enquêtes, certaines pistes n'ont jamais été étudiées et de grave abus ont été observés lors des procès. AI précise également que la police est accusée d'avoir torturé les coupables présumés pour les faire avouer. A l'heure actuelle, l'impunité de ces assassins reste totale. Alma Noser, coordinatrice chez Amnesty International, a accepté de répondre à nos questions.

L'émilie: Amnesty International a dévoilé cette affaire dans un rapport en 2003.

Quelle est la situation aujourd'hui à Ciudad Juarez?

Alma Noser: Sous la pression internationale, les autorités nationales – et non locales – ont réagi: elles ont renforcé la police et accepté l'aide du FBI dans la formation des juges et des policiers. Malgré tout, les meurtres continuent, il n'y a toujours pas d'enquêtes sérieuses et l'impunité reste entière.

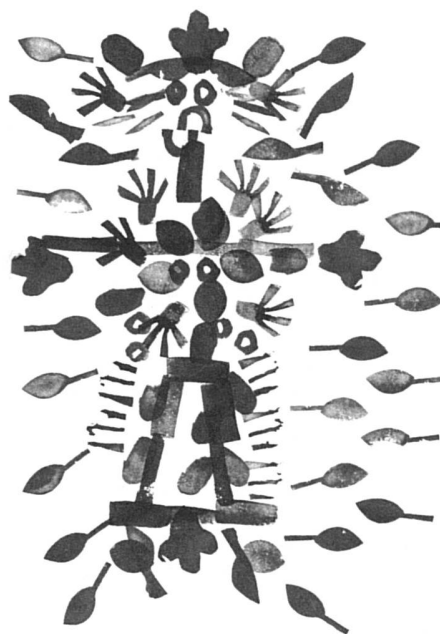


Illustration: Pascale Castella

Comment expliquer que toutes les victimes soient des femmes ?

Il faut d'abord souligner que la majorité des victimes d'assassinats en Amérique latine sont des hommes. Mais le nombre de femmes augmente, avec une caractéristique commune : les femmes visées sont celle qui s'émancipent. Dans le cas de Ciudad Juarez, il s'agit de femmes qui travaillent. Or les hommes ou les membres des gangs veulent rester maîtres des rôles et des limites attribuées aux femmes dans la société.

Ces crimes sont donc reliés à une certaine culture «machiste» ?

Beaucoup de femmes sont tuées dans le cadre de violences conjugales – un énorme problème au Mexique –, car elles s'émancipent en allant étudier ou travailler pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. L'assassinat d'une femme dans le cercle de la maison n'est pas un phénomène privé, mais doit être compris comme une expression de violence généralisée, dans une société caractérisée par un haut niveau de violence contre les femmes qui ne correspondent plus au schéma traditionnel de subordination aux hommes. C'est la traduction d'un machisme archaïque contre la femme insoumise.

Des crimes comme ceux de Ciudad Juarez et de Chihuahua ne sont donc pas extraordinaires au Mexique ?

La brutalité et le nombre des meurtres sont extrêmes. Mais ce qui se passe est la conséquence du changement profond des rôles de l'homme et de la femme en Amérique latine, de la globalisation de l'économie qui engendre une migration conséquente vers le nord, la fuite de la campagne et la misère dans les villes. Les conditions familiales en sont totalement désorganisés et se dégradent. Tout cela a facilité des comportements qui n'existaient pas auparavant.

Le fait que Ciudad Juarez soit une ville frontière joue-t-il un rôle ?

Disons qu'il y a beaucoup de migrant-e-s à la recherche du rêve américain et beaucoup de problèmes liés au marché noir. Le taux de criminalité est énorme: traite des femmes, trafics de drogue et d'organes, pornographie. Il y a également de nombreuses usines textiles ou de montage – les maquilas – qui emploient surtout des femmes. Quand les migrantes arrivent du sud du pays, elles sont utilisées comme des pièces de rechange pour ces fabriques.

Monde carcéral

le délit d'être femme

Le rapport 2007 d'Amnesty International, ainsi que de diverses organisations de défense des droits humains, font état de violations généralisées et même systématisées dans différents Etats du Mexique – Chiapas, Oaxaca, Guerrero. Une grande majorité des femmes mexicaines sont victimes de violences physiques et psychiques et les discriminations liées au genre sont toujours très répandues. Les arrestations arbitraires, la torture et les procédures judiciaires inéquitables sont monnaie courante. L'institution pénitentiaire étant une reproduction miniature de la société extérieure, comprendre ce que pouvait être la vie des femmes détenues dans une institution faite par les hommes et pour les hommes, permet d'appréhender ces questions. *Enquête.*

Stéphanie Giaouque

Selon la Commission des droits humains du district fédéral de Mexico (CDHDF), les femmes ne sont le plus souvent pas directement coupables du crime dont elles sont accusées, mais complices d'un homme. Elles ont par exemple accepté d'aider leur fils, leur amant, leur époux en cachant de la drogue; en se portant coupable pour l'argent que leur chef a volé dans la caisse du magasin où elles travaillent, etc. Les violences physiques et psychologiques dont elles ont été victimes au sein de la sphère privée peuvent également les conduire à commettre des actes criminels. En plus de l'emprisonnement pour motifs affectifs, l'intégration et la survie de la famille expliquent de nombreux actes déviants. Au Mexique, le vol représente 41,7% des actes criminels commis par les femmes. Lors du jugement, les éléments socio-contextuels ainsi que les rapports de pouvoir liés au genre ne sont pas pris en compte. Les femmes condamnées sont en outre stigmatisées par leur entourage qui les considère comme des «mauvaises femmes» et des «mauvaises mères». Elles sont alors le plus souvent répudiées par leur famille et séparées de leurs enfants. Ces femmes peuvent être considérées comme prisonnières politiques au sens qu'elles sont prisonnières du système patriarcal qui se dissimule derrière des mécanismes subtils de domination.

Jeux de pouvoir entre femmes

Après avoir été soumises à l'arbitraire patriarcal du système judiciaire mexicain, les détenues sont alors confrontées aux violences du personnel pénitentiaire. Le plus souvent, les gardiennes utilisent leur pouvoir de contrôle comme arme de domination sur les prisonnières. Il n'est pas rare qu'elles leur infligent des tortures physiques et psychologiques, les privent de visites alors que celles-ci sont déjà rares, les battent ou parfois les déplacent dans le quartier des hommes de la prison, ce qui fragilise encore davantage les femmes et peut les conduire à la prostitution et au trafic de drogue. Les surveillantes atomisent les femmes ou incitent la création de groupes rivaux en favorisant certaines prisonnières au détriment d'autres, en attisant les jalousies et les rumeurs. Les matrones abusent du pouvoir et de la violence dont elles sont elles-mêmes victimes en tant que femmes au sein de la prison.

Droits fondamentaux violés

Au Mexique, le nombre de femmes incarcérées représente 5% de la totalité de la population carcérale. Ceci ne justifie par pour autant que dans tout le pays, il n'existe que dix centres pénitentiaires exclusivement féminins. La majorité des prisonnières mexicaines vivent donc dans un quartier féminin à l'intérieur d'une prison d'hommes quant elles ne vivent pas dans un quartier mixte. Les établissements pénitentiaires, même si exclusivement féminins, ne sont pas adaptés aux femmes et à leurs besoins et cela d'autant plus si elles y vivent avec leurs enfants. Selon le collectif de soutien aux prisonnières politiques IK, dans certaines prisons, les cellules sont organisées sous forme de grands dortoirs ou toutes les détenues, emprisonnées pour vol ou pour assassinat, souffrant de maladies psychiatriques ou non, cohabitent avec leurs enfants. Il n'existe pas de programme d'animation et de formation spécifiquement conçus pour les prisonnières et lorsqu'ils le sont, leur contenu est infantilisant. Les détenues n'ont accès qu'à des formations et à des emplois – couture, broderie, etc. – qui ne leur permettent pas l'accès à de nouvelles compétences, ni à une valorisation de leurs qualifications. Les services médicaux ne sont pas adaptés aux besoins des femmes, ni des enfants; les gynécologues sont rares, les médicaments non appropriés, les locaux parfois partagés avec les hommes. Elles n'ont aucun droit sur leurs enfants, autant au niveau de la garde – les enfants leur sont retirés vers l'âge de 4 ans – que de l'éducation. Ainsi, en plus d'être privées de leur liberté, les femmes incarcérées dans les prisons mexicaines se voient retirer leurs droits les plus fondamentaux.

Pour plus d'informations :

www.amnesty.org / www.cd hdf.org.mx / www.mu jeresylasexta.org
/ www.peacewatch.ch



Cecilia Santiago Vera est fondatrice et membre active du collectif IK. Depuis une dizaine d'années, au travers des activités du collectif, elle apporte son soutien aux mouvements de mobilisation pour la libération des prisonniers-ères politiques dans l'Etat mexicain du Chiapas. Elle a organisé différents séminaires traitant de la situation des femmes détenues et rend fréquemment visite aux prisonnières de la prison de San Cristobal de las Casas. Elle a activement participé au mouvement de soutien lors de la grève de la faim qui a eu lieu entre février et avril 2008 dans les prisons chiapanèques.

Interview.

L'émilie: Comment les femmes s'organisent-elles à l'intérieur de la prison?

Cecilia Santiago Vera: Ici, à San Cristobal de las Casas, dans le Cereso 5, elles ont beaucoup de difficultés à s'organiser parce qu'elles sont peu nombreuses et qu'à l'extérieur, elles n'ont pas eu l'expérience de s'organiser. C'est uniquement à l'église, au travers de la religion, qu'elles peuvent se rapprocher. Il est clair que la fonction des gardiennes est de séparer, diviser, punir, frapper, pour qu'elles n'aient rien en commun. Une organisation de femmes qui luttent pour leurs droits politiques, leurs droits humains ou pour dénoncer leur emprisonnement injustifié ne peut donc pas se créer facilement. Enormément de femmes sont incarcérées de manière injustifiée et certaines sont des prisonnières politiques.

Comment définissez-vous le terme de prisonnière politique?

Par exemple, dans le cas de Delia, il est difficile de dire clairement qu'elle est prisonnière politique, car elle est accusée de séquestration qui est un délit de droit commun. Cependant, en étudiant toutes les inégalités qu'il y a eu lors de sa défense, il est possible de dire qu'elle est prisonnière d'un système politique qui ne permet pas aux femmes une défense juste. En utilisant cette définition, énormément de femmes pourraient être considérées comme prisonnières politiques. Dans certain cas, comme celui des femmes prisonnières suite aux mouvements de répression de mai 2006 à Atenco (voir encadré), il est clair qu'elles sont prisonnières politiques. C'est la police et l'Etat qui sont responsables des violations, des mauvais traitements ainsi que des emprisonnements injustifiés. Les femmes peuvent difficilement se revendiquer elles-mêmes prisonnières politiques. Elles ont besoin de beaucoup de soutien autant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la prison. Si Delia a pu faire cette démarche, c'est parce qu'elle avait une relation très proche avec la Voz del Amate (1), sinon ceci aurait été impossible.

Comment les femmes intègrent-elles les mouvements sociaux à l'intérieur de la prison?

Dans le cas d'Amapola, toute sa famille, son époux, ses enfants, son beau-frère étaient détenus dans la prison de Playa de Catasaja. Elle était détenue dans le Cereso 5 de San Cristobal parce que c'est l'unique prison de toute la région nord du Chiapas qui a une annexe pour les femmes. Amapola a pris contact avec le mouvement de la Voz de los Llanos (1) par elle-même. C'est une femme qui a beaucoup de détermination et qui est décidée. Amapola ne se revendiquait pas comme prisonnière politique jusqu'à ce que commence la grève de la faim, puis ça c'est fait de manière évidente. Elle a pris conscience de l'importance de s'organiser pour visibiliser sa situation. Elle savait qu'il y avait le mouvement de grève de la faim des compagnons de la Voz de los Llanos, mais elle l'a commencé seulement quand sa famille s'y est jointe. Le plus difficile pour elle, c'est qu'elle était seule, elle était séparée physiquement des prisonniers politiques qui étaient en grève; alors elle allait souvent à l'église. Ses efforts et ses souffrances ont été récompensés parce qu'elle a été libérée le 30 mars après avoir passé deux ans en prison.

Dans le cas de Delia, qui est détenue dans la prison del Amate, la situation est un peu différente. Elle fait partie du mouvement de la Voz del Amate depuis plus d'une année. Bien que Delia soit diabétique, elle a décidé de faire partie de la grève de la faim. Elle a subi à plusieurs reprises les harcèlements du médecin del Amate qui voulait qu'elle se retire de la grève.

Au total, deux femmes seulement ont pris part à la grève de la faim, pourquoi?

Se revendiquer prisonnière politique fait partie d'un processus personnel. Cela dépend également où se trouve la personne, dans une prison où il y a un mouvement social ou pas. Il faut comprendre qu'Amapola et Delia sont des exceptions au vu des conditions à l'intérieur de la prison. C'est vraiment étonnant que ces deux femmes, avec le contexte de division qui règne dans la prison, décident de faire seules une grève de la faim. Les autres femmes disaient qu'elles ne voulaient pas prendre de risque. Les femmes détenues pensent très souvent que si elles se revendiquent comme prisonnières politiques, elles vont rencontrer davantage d'obstacles lorsqu'elles entreprennent des démarches juridiques.

(1) La Voz de los Llanos et la Voz del Amate sont deux associations de prisonniers-ères politiques chiapanèques créées afin de dénoncer les injustices dont ils-elles sont victimes et de faire respecter leurs droits au sein de l'établissement carcéral.

Les mouvements sociaux sont criminalisés

Le 3 mai 2006, à San Salvador de Atenco dans l'Etat de Mexico, 2'500 policiers sont intervenus afin de réprimer les membres du mouvement social qui manifestaient leur soutien à des vendeur-se-s de fleurs qui avaient été déplacé-e-s de leur place de travail habituelle. Suite à cette action répressive, 47 femmes ont été arrêtées, torturées, battues, humiliées, violées par la police fédérale, par des membres des forces militaires ainsi que par des fonctionnaires d'Etat. Deux ans plus tard, trois de ces femmes sont encore emprisonnées sans aucune preuve pesant contre elles et sans avoir été condamnées. Dans la mémoire mexicaine, Atenco est l'un des actes de violence sexiste organisé les plus massifs, mais il ne constitue pas pour autant une exception.

Les violences sexuelles et physiques dont ont été victimes les femmes, que se soit à Atenco ou ailleurs, n'ont jamais été reconnues ni jugées. Leurs tortionnaires jouissent donc toujours de l'impunité la plus totale; il n'a jamais été fait justice aux femmes ni aux mouvements sociaux. De plus, les lois mexicaines ne permettent pas de punir les responsables. Bien au contraire, elles agissent comme un bouclier protecteur pour les abus gouvernementaux. Les mouvements sociaux sont criminalisés en étant qualifiés par les autorités gouvernementales d'illégaux et donc contraires au bien des citoyens.

Cependant, c'est également au Mexique que l'on peut observer des exemples concrets de projets de système juridique alternatif. Dans les territoires autonomes zapatistes de l'Etat du Chiapas se met actuellement en place un système juridique non violent, basé sur la réparation des torts et la transformation des relations sociales par le travail. Les lois révolutionnaires des femmes zapatistes ont leur place dans le droit autonome des insurgés-e-s.*

* Loi révolutionnaire des femmes (01.01.1994)

1. Les femmes, indépendamment de leur race, croyance, couleur ou filiation politique, ont le droit de participer à la lutte révolutionnaire dans l'espace ou selon le grade que déterminent leur volonté et leur capacité.
2. Les femmes ont le droit de travailler et de recevoir un salaire juste.
3. Les femmes ont le droit de décider du nombre d'enfants qu'elles veulent avoir et dont elles veulent s'occuper.
4. Les femmes ont le droit de participer aux affaires de la communauté et d'avoir des responsabilités si elles sont élues librement et démocratiquement.
5. Les femmes et leurs enfants ont le droit à la santé et à l'alimentation.
6. Les femmes ont le droit à l'éducation.
7. Les femmes ont le droit de choisir leur compagnon et ne pas être obligées par la force à contracter un mariage.
8. Aucune femme ne pourra être frappée ou maltraitée physiquement, ni par des parents, ni par des étrangers. Les délits de tentative de viol ou de viol seront sévèrement punis.
9. Les femmes pourront occuper des responsabilités de direction dans l'organisation et avoir des grades militaires dans les forces armées révolutionnaires.
10. Les femmes auront tous les droits et obligations qui figurent dans les lois et règlements révolutionnaires.



Illustration : Pascale Castella